



RAPPORT D'ACTIVITE 2025 DE LA FEDERATION SERVICES ET PROFESSIONS LIBERALES (SPL)

Mme Esther DEBOULET
Présidente de la fédération

SOMMAIRE

1- Bureau de la fédération

2- Nombre de membres de la fédération en novembre 2025

3- Introduction

4- Dossiers de la fédération

5- Situation des sous secteurs de la fédération

1- BUREAU DE LA FEDERATION

Présidente : Mme Esther DEBOULET, IMMO INVEST

Vice-Présidents :

- Me Claude COELHO, CABINET COELHO
- Me Roland BEMBELLY, CABINET D'AVOCATS BEMEBELLY

2- Nombre de membres de la fédération en octobre 2025

La fédération compte actuellement 91 membres, dont 27 nouveaux. Elle fait partie des fédérations ayant enregistré le plus grand nombre d'adhésions cette année. Elle est composée des sous-secteurs suivants :

SOUS SECTEUR	EFFECTIF
Expertises Comptables et fiscales	24
Conseils Juridiques & Services Judiciaires	14
Immobilier	5
Intérim et Mise à disposition de personnel	11
Formation , Enseignement & Coaching	12
Sous secteur Communication, Média et Marketing	9
Autres services aux entreprises	16

3- Introduction

- La Fédération des Services et Professions Libérales (SPL) regroupe un ensemble d'entreprises et de professionnels issus de plusieurs sous-secteurs d'activités, notamment : les expertises comptables et fiscales, les conseils juridiques et services judiciaires, l'immobilier, la formation, l'enseignement et le coaching, la communication et le marketing, ainsi que divers autres services aux entreprises. Cette diversité illustre la richesse et le rôle essentiel du secteur des services dans l'économie nationale.
- Au cours de l'année, la fédération a connu une augmentation notable de ses adhésions, signe d'un intérêt croissant pour la mutualisation des efforts et la représentation collective. Dans le même temps, une évolution majeure est intervenue avec la constitution d'une fédération autonome du secteur de la formation, marquant la spécialisation progressive et la structuration continue des acteurs.
- Sur le plan institutionnel, la fédération a poursuivi ses travaux relatifs à la réforme du Code du travail, à travers la mise en place d'une commission dédiée. Elle a également pris une part active aux réflexions sur la formation professionnelle et la certification, en participant aux travaux du Groupe de Travail n°6 (GT6) de l'Alliance du Patronat des Pays Francophones (APPF).
- Ces avancées traduisent la volonté de la Fédération SPL de consolider sa représentativité, de défendre les intérêts de ses membres et de contribuer activement à la structuration d'un environnement économique moderne, compétitif et propice au développement des services

4- Dossiers de la fédération

- Le Code du travail

- La Fédération, à travers une commission spécialement mise en place, a travaillé pendant neuf mois sur le projet de Code du Travail.
Le résultat de ces travaux a été partagé avec l'ensemble des fédérations, afin de recueillir leurs contributions et observations.
- A l'issue de cette phase de consultation, le document sera transmis officiellement au Ministère en charge du Travail.
- Il convient également de noter que, lors des séances de relecture du projet de Code du Travail organisées par le Ministère, les travaux de la Fédération ont été partagés officieusement avec certains cadres du Ministère.

- Étude « Besoins en compétences » (GT6 – APF)

- L'APF a lancé une enquête visant à identifier les besoins en formation dans l'espace francophone.
L'objectif est de mettre en place une certification de formation reconnue à l'échelle des pays francophones.
La Fédération est fortement impliquée et particulièrement intéressée par cette initiative, dont les résultats sont encore attendus.

- Création d'un répertoire des services et produits des membres

- Mise en place, sur le site d'Unicongo, d'un répertoire dédié présentant les services et produits proposés par chaque membre.
Ce répertoire permettra :
 - à chacun d'identifier facilement les prestations disponibles au sein du réseau ;
 - de valoriser les entreprises membres grâce à une « carte de visite numérique enrichie » regroupant leurs principales informations.

5- Situation des sous secteurs de la fédération

4.1- Expertises Comptables et fiscales

- Le secteur de l'expertise comptable et fiscale à Brazzaville en 2025 est **structuré mais encore en cours de professionnalisation** : existence d'un Ordre national (ONEC-C) et de cabinets nationaux et internationaux présents localement, mais forte dispersion d'acteurs (cabinets locaux, freelances, multiservices). Le **cadre fiscal s'est durci en 2025** via la Loi de finances 2025, ce qui accroît la demande de conseil fiscal mais augmente aussi les besoins de conformité et d'audit.

Contexte réglementaire (impact direct sur la demande de services)

- Loi de finances 2025** : mesures importantes de fiscalité (ajustements d'impôts sur les sociétés, nouvelles obligations déclaratives) publiées fin 2024 et entrant en application en 2025 ; les cabinets fiscalistes ont vu une hausse des demandes de mise en conformité et de conseil fiscal.
- Institutionnalisation de la profession** : existence et dynamisme de l'Ordre national des experts-comptables (ONEC-C) avec tableau des membres (répertoire) et actions de formation/contrôle ; ONEC organise des ateliers de vulgarisation et renforcement en 2025. Ces actions renforcent la crédibilité du secteur mais nécessitent mise en œuvre opérationnelle accrue.

Impact sur les cabinets d'expertise comptable

- Transformation numérique** : Les cabinets doivent intégrer des outils de gestion électronique, de facturation certifiée et de reporting fiscal automatisé. Cela implique des investissements technologiques et une montée en compétence des équipes.
- Renforcement du rôle des experts-comptables** : Accompagnement des entreprises dans la mise en conformité SFEC. Conseil stratégique sur la structuration fiscale, la gestion des risques et les recours hiérarchiques en cas de contentieux

5- Situation des sous secteurs de la fédération

5.1- Expertises Comptables et fiscales (Suite)

Tendances 2025 observées (marché & services)

- **Demande croissante en conformité fiscale et optimisation** (suite à la loi de finances 2025). Les entreprises recherchent conseil en restructuration fiscale, TVA, et respect des nouvelles obligations déclaratives.
- **Montée de l'offre de services numériques**: cabinets proposant logiciels de paie, comptabilité en ligne, et services externalisés (BPO comptable). Plateformes régionales d'accompagnement existent et certains cabinets intègrent des solutions digitales.
- **Besoin de renforcement de la capacité professionnelle** : ONEC et les cabinets organisent ateliers de renforcement et d'authentification des états financiers en 2025, signe d'une volonté d'amélioration des pratiques.

Recommandations pour 2026

- **Structurer les fonctions comptables internes** selon les normes OHADA et SFEC.
- **Former les équipes** sur les nouvelles obligations fiscales et les outils numériques.
- **Collaborer avec des cabinets certifiés** pour sécuriser les déclarations et anticiper les contrôles.

Opportunités 2026

- **Veille réglementaire et conseil fiscal** : la Loi de finances 2025 a créé du marché pour conseil et mise en conformité
- **Services externalisés (paie, déclaration, comptabilité cloud)** : croissance attendue chez PME et ONG cherchant réduction des coûts fixes.
- **Formation professionnelle & certification** : offrir formation continue, et audits, en partenariat

5- Situation des sous secteurs de la fédération

5.2- Conseils Juridiques & Services Judiciaires

- En 2025, le secteur des conseils juridiques et des services judiciaires au Congo-Brazzaville connaît une structuration croissante, portée par des cabinets locaux et internationaux, avec une attention accrue à la conformité, à la fiscalité et à la digitalisation.

Croissance

La dynamique de la croissance mondiale des services juridiques se traduit, au pays, par une montée en compétence des cabinets locaux, une meilleure structuration des services, et une intégration progressive des normes régionales CEMAC.

Tendances et défis

- **Digitalisation** : L'intégration de l'IA et de l'apprentissage automatique dans les services juridiques permet une réduction des coûts opérationnels
- **Conformité régionale** : Les cabinets doivent répondre aux exigences du règlement n°8-19-UEAC-010A.CM.33 sur le statut des conseils fiscaux.
- **Défis majeurs** :
 - *Investissement initial élevé* pour les nouveaux cabinets.
 - *Complexité réglementaire* freinant l'expansion.
 - *Besoin de certification* des actes fiscaux pour leur recevabilité.

Préoccupations

- Exclusion du Congo de l'OHADA faute de règlement des cotisations. Il n'y aura plus de Juge Congolais à la CCJA l'année 2026.
- La digitalisation du RCCM a commencé au Benin sans la présence du Congo du fait de cette dette

5- Situation des sous secteurs de la fédération

• 5.3- Sous secteur Immobilier

. Données économiques et financières du secteur

- **Chiffres clés** : volume d'investissement, nombre de logements construits, emplois créés.

RAS, sachant que les statistiques sont quasi inexistantes, et sachant que le PND, faute de financements, n'a rien produit de concret.

- **Contributions fiscales et sociales du secteur** : aucune donnée
- **Financement du secteur** : rôle des banques, microfinances, fonds propres.
 - **Nombre de prêts hypothécaires résidentiels en cours (2020)** : **150 564** *taux 9 à 14 %*
 - **Nombre de prêts de microfinance en cours (2020)** : **755**
 - **Fonds National de l'Habitat (FNH)** : décret vient enfin de passer, précisant les modalités de mise à disposition des ressources du FNH.
 - **SOPRIM**, n'a pas produit les résultats attendus

2. État des lieux du marché immobilier

2.1. Marché résidentiel

- 44,18% de logements type « bidonville »
- Plus de 90% du parc de logements existants (*sur un total de 275 000 logements*) sont auto-construits, contre à peine 10% des logements formels produits par l'Etat.
- Décalage des Offres/ demandes en logement (social, moyen, haut standing).
- Le logement, qu'il soit acheté ou loué, est hors de portée de la majorité, et l'accès aux prêts hypothécaires et autres financements est anecdotique.

2.2. Immobilier commercial et industriel

- Centres commerciaux, bureaux, entrepôts, zones franches.
- *La demande est en forte croissance, corrélative de la demande avec une augmentation sur BZV.*

5- Situation des sous secteurs de la fédération

• 5.3- Sous secteur Immobilier(Suite)

2.3. Marché foncier

- Tensions, spéculations,
- la mise en place de l'Agence pour l'Aménagement des Terrains (AFAT) n'a pas tenu ses promesses.
- Le Guichet Unique Foncier (GUF) n'a pas non plus réduit le nombre des litiges fonciers générés par l'anarchie dans le secteur.

3.4 Données clés

Indicateur	Valeur 2025	Évolution vs 2024
loyer moyen résidentiel 2/3 CH	100-250 KCFA/ 1 700 KCFA	+5%
Prix moyen du m ² foncier	160 -200 KCFA	+15
Rendement locatif moyen	6 %	stable
Nombre de transactions	Impossible à obtenir	+X%

2.5 Zones dynamiques

- **Brazzaville** : centre-ville, zones périphériques,
- **Pointe-Noire** : zones industrielles, résidentielles
Ces deux villes représentant 60% de l'urbanisation
- **Autres villes** : Dolisie, Ouessou, Oyo...

2.6 Performances et Résultats du Secteur

Indices clés (en %) : Chiffre d'affaires : **Croissant**
Taux de croissance : **21%**

5- Situation des sous secteurs de la fédération

• 5.3- Sous secteur Immobilier(Suite)

3. Enjeux pour le secteur immobilier

- Fiscalité jugée encore lourde pour les petits bailleurs.
- Fiscalité trop lourde pour les mutations (8% !)
- Faible taux de déclaration formelle des revenus locatifs.
- Difficultés de financement et de garantie pour l'accès au foncier et à la propriété.
- Besoin en compétence qualifiée.
- Harmonisation réglementaire régionale (CEEAC, CEMAC).
- Développement du numérique

4. Propositions

Thème	Recommandation	Acteur concerné
Foncier	Mise en place d'un Observatoire National de l'Immobilier	Ministère du Cadastre
Fiscalité	Réduction de la TVA sur logements sociaux	Ministère des Finances
Financement	Création d'un fonds de garantie immobilier	Banque centrale
Urbanisme	Mise en application du Plan Directeur d'Urbanisme	Collectivités locales
Construction	Instauration de normes de construction	Ministère de l'Habitat
Formation	Adaptation de formations métiers	Fédération Formation

5. Perspectives 2026

- Augmenter l'offre locative abordable en apportant conseils aux propriétaires
- Promouvoir l'investissement local et diasporique avec un accompagnement complet et professionnel
- Appel à la création d'un Observatoire National de l'Immobilier
- Représentation institutionnelle (rencontres ministérielles, participation aux réformes).
- Appui aux agents : formations, séminaires, diffusion de bonnes pratiques.
- Table ronde entre les acteurs de l'immobilier : Fédérations BTP, Banques et en particulier Microfinances pour trouver ensemble un développement de logements sociaux, rentables pour les investisseurs.

5- Situation des sous secteurs de la fédération

• 5.4- Sous secteur Intérim et Mise à disposition de personnel

Acteurs du secteur

- Agences d'intérim agréées
- Cabinets RH et sociétés de sous-traitance :
- Entreprises utilisatrices :

Secteurs d'activités des bénéficiaires : secteurs pétrolier, bancaire, BTP, télécoms, sociétés de gardiennage, commerces, ONG.

Tendances et chiffres clés Croissance du secteur : +12 % en moyenne par rapport à 2024, portée par les grands projets urbains et les besoins en flexibilité RH.

- **Profils les plus demandés :** agents de sécurité, techniciens, chauffeurs, agents commerciaux, personnel administratif.
- **Durée moyenne des missions :** 1 à 6 mois, avec des renouvellements fréquents.

Enjeux et contraintes

- **Conformité légale :** respect des droits sociaux, affiliation CNSS, contrat écrit obligatoire.
- **Reconnaissance juridique et fiscale du contrat de travail temporaire :** assimilation à un acte de commerce entraînerait une double imposition injustifiée et économiquement pénalisante (*droit enregistrement 1%/CA*)
- **Risques de requalification :** les missions longues ou répétées peuvent être requalifiées en CDI.
- **Délais de paiement :** souvent longs entre client et prestataire, impactant la trésorerie des agences.
- **Formation et encadrement :** insuffisants dans certains cas, affectant la qualité du service.

5- Situation des sous secteurs de la fédération

• 5.4- Sous secteur Intérim et Mise à disposition de personnel

Prévisions de croissance pour 2026 :

- **Taux estimé** : entre **8 % et 30 %**, selon l'évolution du marché et la stabilité des partenariats en cours.
- **Facteurs favorables** : reprise progressive des activités industrielles, pétrolières et maritimes, élargissement du portefeuille clients, diversification des services, renforcement des capacités techniques, fidélisation de la clientèle, digitalisation progressive et amélioration de la qualité des prestations.
- **Risques identifiés** : volatilité des prix du pétrole, retards de projets clients, contraintes logistiques ou réglementaires.

Opportunités

- **Digitalisation du recrutement** : plateformes type UNICONGO Emploi.CG pour la gestion des missions.
- **Partenariats public-privé** : pour l'insertion professionnelle des jeunes diplômés.
- **Externalisation croissante** : les entreprises préfèrent déléguer la gestion RH pour se concentrer sur leur cœur de métier.

Orientation stratégique 2026 :

- consolider les acquis, renforcer la qualité des services, et explorer de nouvelles niches de marché.
- Pour enfin annuler l'exigibilité erronée d'un droit d'enregistrement de 1% sur le chiffre d'affaires par le Bureau de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbres, il conviendra en 2026 de :
 - ✓ Constituer un dossier juridique consolidé
 - ✓ Saisir officielle du Ministère des Finances et de la Direction Générale des Impôts
 - ✓ Mobiliser un conseil fiscal et juridique indépendant (*sous fédérations juridique-fiscale*)
 - ✓ Organiser un atelier sectoriel avec les autorités fiscales

• 5.5- Sous secteur Formation , Enseignement & Coaching

Le secteur privé de la formation professionnelle regroupe :

- Les **centres de formation agréés** par le Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel.
- Les **organismes indépendants** spécialisés en formation continue, coaching, certification.
- Les **structures d'entreprise** proposant des modules internes ou inter-entreprises.

Évolution du secteur

- Le secteur de la formation continue affiche une croissance moyenne de plus de 10 % en 2025.
- Toutefois, on observe une baisse d'activité dans le segment du coaching, principalement en raison de la prolifération d'acteurs non certifiés.

Emploi et compétences

- Les recrutements sont légèrement en hausse.
- Cependant, il demeure nécessaire de renforcer les compétences du personnel dans les domaines suivants :
 - Développement commercial
 - Management de la performance
 - Gestion de bases de données (BDD)
 - Management et leadership

Transformation digitale

- Le secteur poursuit sa digitalisation, avec une adoption croissante de logiciels d'apprentissage et d'outils de formation en ligne.

5- Situation des sous secteurs de la fédération

• 5.5- Sous secteur Formation , Enseignement & Coaching (Suite)

Problématiques

- L'entrée de nouveaux acteurs intensifie la concurrence au sein du marché de la formation.
- Baisse du pouvoir d'achat des clients, nécessitant un renforcement des compétences marketing.
- Présence d'acteurs non certifiés dans le coaching, entraînant une concurrence déloyale.
- Absence de réglementation encadrant le métier de coach au Congo.
- Difficulté à concilier visibilité et respect de la confidentialité, principes fondamentaux de l'éthique du coaching.
- Cabinets de conseil proposant des sessions de formation sous le label du coaching, souvent à des tarifs très bas (dumping).

Enjeux et défis

- **Accréditation et qualité** : absence de normes claires pour certains opérateurs.
- **Financement** : faible accès au crédit ou aux subventions pour les centres privés.
- **Adéquation emploi/formation** : décalage entre les compétences enseignées et les besoins du marché.
- **Digitalisation** : lente adoption des outils numériques et des plateformes e-learning.
- **Reconnaissance des certifications** : manque d'harmonisation avec les standards régionaux (CEMAC, AUF).

Évolutions et initiatives

- **Révision du cadre réglementaire** : en cours par le Ministère de l'Enseignement Technique.
- **Partenariats public-privé** : développement de filières co-construites avec les entreprises.
- **Programmes d'insertion** : appui aux jeunes diplômés via stages, incubateurs, coaching.
- **Montée en puissance des formations courtes certifiantes** : bureautique, gestion, sécurité

5- Situation des sous secteurs de la fédération

• 5.5- Sous secteur Formation , Enseignement & Coaching (Suite et fin)

Recommandations 2026

- Créer un label qualité pour les centres privés agréés.
- Mettre en place un fonds national de soutien à la formation professionnelle privée.
- Encourager la mutualisation des ressources entre centres (locaux, formateurs, outils).
- Déployer un répertoire national des certifications reconnues.
- Renforcer les capacités des formateurs via des modules de pédagogie active.

Perspectives 2026

- Les prévisions demeurent positives, avec une croissance estimée entre 8 % et 20 %.

5- Situation des sous secteurs de la fédération

• 5.6- Sous secteur Communication, Média et Marketing

En 2025, le secteur se distingue par une montée en puissance des agences locales, et des effectifs (+15%), une diversification des services, et une forte orientation vers le digital et la performance commerciale.

Le secteur de la communication et du marketing est **vivant mais atomisé** : on y trouve des agences digitales émergentes, des agences traditionnelles (relations publiques, publicité, événementiel) et des freelances.

Tendances majeures en 2025

- **Digitalisation accélérée** : Les agences investissent massivement dans le marketing digital, le SEO, la gestion des réseaux sociaux et la publicité en ligne pour répondre à une demande croissante des entreprises locales et régionales.
- **Formation et professionnalisation** : Des cabinets proposent des formations qualifiantes en techniques de vente, community management et référencement, renforçant les compétences locales.
- **Communication stratégique** : Les agences développent des plans de communication personnalisés, incluant la conception de visuels, la diffusion multicanal et l'analyse de performance.
- **Événementiel et image de marque** : Le conseil en image, la gestion événementielle et la représentation d'entreprise à distance deviennent des services prisés pour les sociétés souhaitant accroître leur notoriété sans implantation physique

Perspectives et opportunités

- **Croissance du e-commerce et des start-ups** : Le marketing digital devient un levier essentiel pour les jeunes entreprises et les initiatives numériques.
- **Demande accrue en communication institutionnelle** : Les sociétés publiques et parapubliques recherchent des agences capables de structurer leur image et leurs relations avec les parties prenantes.
- **Ouverture vers l'Afrique centrale** : Les agences congolaises commencent à proposer des services transfrontaliers, notamment en représentation commerciale et en stratégie de pénétration de marché.

5- Situation des sous secteurs de la fédération

• 5.6- Sous secteur Communication, Média et Marketing

Défis principaux

- **Fragmentation et informalité** : nombreuses micro-agences et freelances non enregistrés officiellement, rendant le recensement et la statistique difficiles.
- **Compétences numériques** : pénurie relative de profils seniors en stratégie digitale et data marketing — la formation est un enjeu majeur
- **Budget marketing limité chez PME** : contraintes budgétaires qui poussent vers des prestations low-cost, parfois au détriment de la qualité.
- **Accès aux outils & mesures** : adoption limitée d'outils analytiques payants (plateformes Ads avancées, CRM, outils de reporting) par les petites agences.

Opportunités

- **Montée en gamme via la formation** : proposer des formations certifiantes en marketing digital (partenariat agences / fédération formation).
- **Services packagés pour PME** : abonnements mensuels « communication complète » (site + réseaux + reporting).
- **Partenariats public-privé** : campagnes institutionnelles (santé, agro, emploi) financées par bailleurs/ONG. UNICONGO peut jouer le rôle d'intermédiaire.
- **Influence & contenu local** : production de contenus vidéo adaptés (faible coût de diffusion via réseaux sociaux).

5- Situation des sous secteurs de la fédération

• 5.6-Autres services aux entreprises

Contexte institutionnel et réglementaire (2025)

- Les politiques publiques (ministères sectoriels, loi de finances, plans nationaux) et les appels à projets de bailleurs créent une demande pour des prestations de conseil stratégique, études d'impact environnemental et management de projets.
- Le besoin de conformité environnementale et la mise en œuvre d'engagements climatiques poussent les administrations et ONG à recruter des consultants

Types d'acteurs et typologie marché

- **Cabinets internationaux / réseaux régionaux** (implantations locales ou représentations, offrant audit, stratégie, conseil transformation).
- **Firmes régionales multi-pays** intervenant en audit, conseil et projets transfrontaliers.
- **Cabinets nationaux spécialisés** (management, stratégie, formation, conseil en gouvernance).
- **Cabinets / structures RSE et environnementales** (formations, audits RSE, diagnostic durable).
- **Consultants indépendants / petites structures** (freelances, bureaux d'études)

Le maillage territorial est concentré sur Brazzaville et Pointe-Noire ;

Demande et marchés porteurs en 2025

- **Projets publics & investissements** (infrastructures, énergie, mines) nécessitent conseil en stratégie, gestion de projet, due diligence
- **Environnement & RSE** : demandes pour évaluations environnementales, plans de gestion sociale, audits RSE et formations
- **Gouvernance d'entreprise et conformité** : cabinets sollicités pour mise en place de systèmes de contrôle interne, diagnostics organisationnels, conformité fiscale et reporting.

5- Situation des sous secteurs de la fédération

• 5.6-Autres services aux entreprises

Tendances observées en 2025

- **Hybridation des offres** : cabinets combinent management/stratégie + RSE/environnement pour proposer offres « intégrées ».
- **Montée de la formation certifiante** (capacitation locale en RSE / développement durable).
- **Digitalisation partielle** : outils d'études, e-learning, collecte de données numériques gagnent du terrain chez les cabinets spécialisés.
- **Appels d'offres pilotés par bailleurs** : multi-donateurs exigent conformité aux standards, créant une niche pour cabinets qualifiés.

Enjeux et contraintes

- **Fragmentation & informalité** : beaucoup de petites structures non référencées officiellement, rendant difficile la mesure du marché et la mutualisation d'offres.
- **Capacité technique** : besoin de montée en compétences sur normes internationales (ESG, méthodologies d'évaluation environnementale, audits de conformité).
- **Concurrence prix vs qualité** : pression tarifaire lorsque les clients cherchent "coûts bas", au détriment parfois de la qualité méthodologique.
- **Accès à l'information & transparence** : peu de données publiques consolidées (CA sectoriel, effectifs, part marché).

Opportunités 2026

- **Création d'un observatoire sectoriel** pour agréger données (cabinet, CA, effectifs, typologie missions).
- **Offres packagées RSE + formation** pour entreprises et administrations (diagnostic + plan + formation).
Accréditation / certification des cabinets pour répondre aux appels multibailleurs (création de labels locaux ou partenariat avec labels internationaux).
- **Plateformes de mise en relation** (UNICONGO peut jouer le rôle d'agrégateur et facilitateur pour marchés publics et privés).

Merci de votre attention !

